



Métropole insoumise, résiliente et solidaire

SERVICE APRÈS-VOTE

2021-22



Rapport d'activité de vos élus
deuxième année de mandat

SOMMAIRE

	page
02. Notre activité	3
03. Agissons ensemble	5
04. Paroles d'élus	6
04.1. Laurent Legendre	7
04.2. Moïse Diop	9
04.3. Florestan Groult	11
06. Remerciements	13

NOTRE ACTIVITÉ

Les élus participent à la construction des politiques locales en votant des « délibérations ». Ces délibérations concernent uniquement les compétences métropolitaines. Elles se rapportent à l'ensemble des thématiques sur lesquelles les élus locaux peuvent intervenir et se répartissent dans sept commissions thématiques, qui permettent de débattre et d'amender les délibérations ensuite votées au Conseil de la Métropole (public) ou en Commission Permanente (à huis clos). Elles se répartissent comme suit :

- Urbanisme, habitat, logement et politique de la ville (Idir Boumertit)
- Éducation, culture, patrimoine et sport (Moïse Diop)
- Déplacements et voirie (Laurent Legendre)
- Développement économique, numérique, insertion et emploi (Moïse Diop)
- Finances, institutions, ressources et organisation territoriale (Laurent Legendre)
- Développement solidaire et action sociale (Moïse Diop)
- Proximité, environnement et agriculture (Florestan Groult – Président de la commission)

Au-delà de ces sessions métropolitaines, chaque élu représente également la Métropole dans diverses institutions locales ou régionales. Et, conformément à notre ADN politique, nos élus attachent une importance particulière à relayer et soutenir les luttes citoyennes, militantes ou syndicales sur le territoire métropolitain.

QUELQUES CHIFFRES

Dans l'institution



26 interventions en séance plénière du Conseil de la Métropole ou en Commission Permanente

1 rapport de réflexion et de propositions pour le développement de l'autopartage dans la métropole

16 Représentations du Grand Lyon dans des institutions externes ou internes (Collèges, Hôpitaux, SAGYRC, Agence d'Urbanisme, SPML...)

330 heures en Conseil de la Métropole ou en Commission Permanente

1571 délibérations étudiées en commission puis votées (ou pas) en séance

En militant

2 conférences de presse : présentation du livret eau et opposition à l'allotissement des TCL

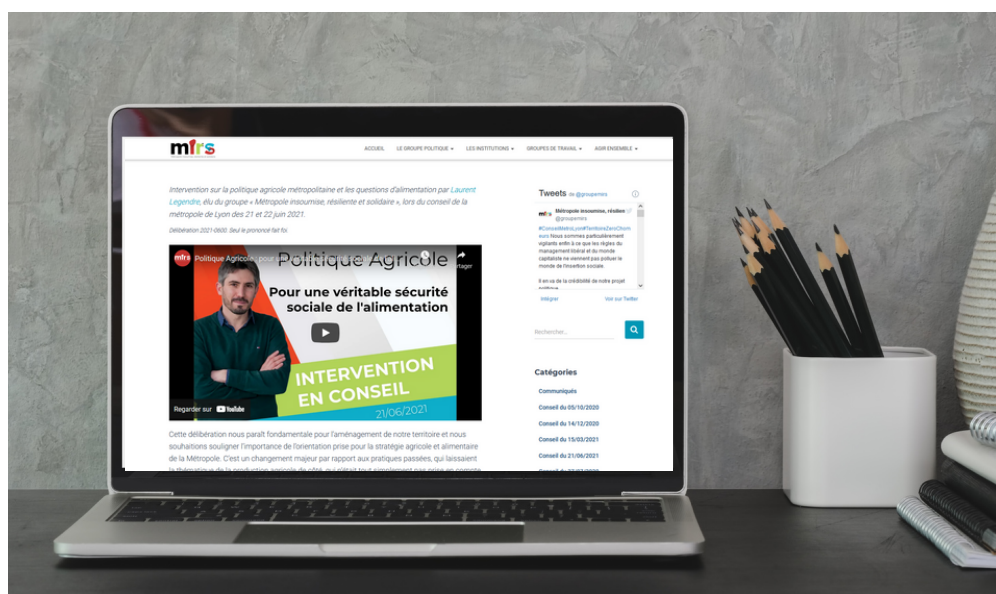
4 circonscriptions dans lesquelles nous avons milité lors des élections présidentielles et législatives



Notre travail va bien entendu au-delà de ces simples chiffres. Il répond à une réflexion collective et s'inscrit dans le cadre [des 12 axes prioritaires](#) définis en 2019 par le Comité Métropole de la France Insoumise. Ceux-ci nous servent de boussole et infusent dans l'ensemble de nos prises de position, de décision et d'action. Si vous voulez en apprendre plus sur ces 12 axes et sur toutes nos actions depuis le jour de notre élection, cette page est faite pour vous !

Où retrouver l'intégralité de notre travail d'élus métropolitains ?

Vous pouvez vous rendre sur notre site web www.groupemirs.fr



**100 %
collectif**

(Rejoignez les groupes de travail et participez avec nous à l'élaboration de nos propositions)

Vous y trouverez en un seul endroit l'ensemble de notre activité politique. Vous pourrez retrouver depuis le premier jour de notre mandat nos prises de position, le compte-rendu de nos efforts et participer via nos groupes de travail à l'action collective.

Agenda

- Les prochaines dates importantes dans la vie du groupe

Interventions

- Le texte et les vidéos de nos interventions en séance

Communiqués

- L'ensemble de nos communiqués de presse

Groupes de travail

- Les différents groupes de travail militants et leurs rapports

Institutions

- La vie des institutions dans lesquelles nous siégeons

Live

- Suivre en direct vidéo les séances du Conseil de la Métropole



Retrouvez-nous également sur les réseaux sociaux

@groupemirs

AGISSONS

ENSEMBLE

Nous ne concevons pas l'action politique comme une œuvre abstraite, déconnectée du réel et de la vie des citoyen-ne-s. Bien que très en phase avec la réalité par nos engagements militants, syndicaux ou professionnels, nous ne sommes que 4 élus, et ne pouvons prétendre connaître à nous seuls toutes les situations et tous les points de vue. Nous avons besoin d'une base militante forte et impliquée pour mener à bien nos missions en tant qu'élus. Voici quatre pistes pour que nous puissions agir, ensemble.

01. Rejoindre un groupe de travail

Rejoindre un groupe de travail, c'est participer à la réflexion et à l'élaboration de propositions nouvelles, en cohérence avec l'Avenir en Commun et les principes que nous défendons. Il en existe sur plusieurs thématiques et il ne tient qu'à vous de nous en proposer de nouvelles.

 <http://www.groupepems.fr/agir-ensemble/rejoindre-un-gt/>

02. Participer aux luttes

Nous attachons une importance particulière à relayer et soutenir les luttes citoyennes, militantes ou syndicales sur le territoire métropolitain. Vous pouvez nous y aider en y participant vous aussi, ou en en portant de nouvelles à notre connaissance.

 <http://www.groupepems.fr/agir-ensemble/luttes/>

03. Relayer les positions du groupe

Parfois, il est difficile d'être audibles à 4 dans une assemblée de 150 élu-e-s. C'est pour cela qu'il est important de pouvoir bénéficier d'une caisse de résonance, que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans toutes les instances consultatives dans lesquelles les militants peuvent faire entendre leurs positions.

  &  @groupepems

04. Nous solliciter

Si vous voulez travailler sur un sujet en particulier, que vous voulez nous partager votre expérience, vos indignations, ou vos compétences, n'hésitez pas à nous contacter.

 <https://www.groupepems.fr/agir-ensemble/nous-contacter/>

Un groupe d'élus·es, c'est bien sûr l'émanation d'un collectif, un travail de collaboration permanente entre élus·es et militant·es, entre élus·es mêmes et avec tous les autres corps de la société. Mais un groupe d'élus·es, c'est aussi des individualités, avec chacune leur sensibilité, leurs centres d'intérêt, leur bagage politique ou professionnel. Il n'y a pas deux élus·es identiques, et c'est ce qui fait la richesse d'un groupe.

Le débat, la confrontation d'idées parfois contraires, parfois complémentaires, font avancer la réflexion politique de l'ensemble du groupe. Dans cette partie et comme nous l'avons fait l'année dernière, nous avons souhaité laisser chacun de vos élus brosser le portrait de cette deuxième année de mandat avec ses mots, son expérience et ses points de vue. Ils y portent le bilan de leur année, mais esquissent aussi les défis à relever et les solutions qu'il faut continuer à mettre en œuvre ou faire advenir.

Retour sur l'an 2 du mandat métropolitain 2020-2026 à travers le regard de Laurent Legendre, Moïse Diop et Florestan Groult.

PAROLES

D'ÉLUS

LAURENT LEGENDRE

Conseiller métropolitain de Villeurbanne

Président du @groupemirs

Qu'est-ce qui vous a particulièrement marqué, cette année, à l'échelle de la métropole ?

Laurent Legendre : J'ai le sentiment que sur cette deuxième année, on avait une opposition de droite qui n'avait que pour seule critique le fait qu'on soit d'extrême gauche et finalement ça ne fait pas avancer les débats. On a une opposition de droite qui est étriquée : à part brandir cet argument, il n'y a rien derrière. C'est nuisible à la manière dont la métropole avance car l'opposition ne fait pas de propositions, et ça ne nous aide pas à nous améliorer. La majorité déroule son mandat sans vaciller, ni être mise en doute car en face, ça ne travaille pas. Notamment sur la dernière partie de l'année, j'avais l'impression de vivre le même conseil à chaque fois, avec des arguments pauvres. Le conseil ne permettait pas un vrai débat démocratique.

Sur les enjeux du mandat, il y a eu beaucoup de choses mises en place première année. La deuxième année, c'est plus le déploiement et mise en œuvre. Après les grandes annonces, il n'y a pas de choses nouvelles et on peut le regretter. On ne continue pas à être audacieux dans des propositions radicales à gauche, surtout sur la situation sociale et économique. Il faut faire attention à ce qu'on ne déroule pas notre programme de 2020 sans prendre en compte les évolutions, et qu'on l'actualise avec les réalités sociales, économiques, internationales, notamment la question des salaires, des aides sociales, de l'inflation. Au dernier conseil, il y a quand même eu la revalorisation des salaires de la filière médicosociale et une prime à tous les agents pour compenser un peu l'inflation.

Les projets de trams sont lancés, il faut qu'ils se déploient. L'autopartage va se concrétiser avec la SPL, mais pour tout ça il faudra minimum deux ans.

Et nationalement ?

L.L. : Nous sommes très fiers que Idir soit élu député. Dans le Rhône, il y a deux députés FI sur 4 députés NUPES. Ça montre que l'encrage qu'on peut avoir dans les territoires a un résultat électoral. Dans les deux cas, c'est un long travail de militants de 10 à 15 ans. Localement je suis très content du résultat.

Par contre, le bilan de la séquence et le fait qu'on ait plus de 90 députés RN et une assemblée aux trois-quarts à droite montre que le chemin est encore long. Aujourd'hui, il faut mener une bataille culturelle et idéologique pour que la France retrouve ses valeurs de gauche ; on a plutôt l'impression que la France est politiquement de droite. Ça a des conséquences concrètes, par exemple sur le modèle de la Sécu qui est en train d'être détricoté au profit de mesures individualistes. Le partage des richesses est une chose, mais les outils comme la sécurité sociale, dont la gouvernance est partagée par les usagers eux-mêmes, c'est ce modèle qu'on souhaite, que les usagers soient dans les instances des structures de redistribution.

Et à propos de l'urgence écologique, là aussi il y a actuellement une réponse individualiste. En cette période de canicule, est-ce que chacun a sa climatisation ou est-ce qu'on gère collectivement ? Ce sont de vrais choix de société.

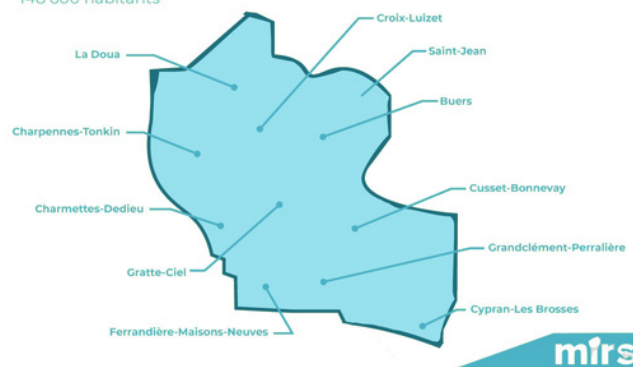
Quels grands défis voyez-vous pour la métropole, pour aujourd'hui et pour demain ?

L.L. : L'enjeu pour lequel nos outils ne suffisent pas, c'est le prix des logements, que ce soit des loyers ou à l'achat. Tant qu'on mettra 40% du salaire à se loger, on aura un modèle très inégalitaire qui n'est pas durable.

L'encadrement des loyers c'est bien, il faut maintenant mesurer ses effets, et je pense que ça a un effet sur les petites surfaces. Mais le chantier reste devant nous. Comment faire en sorte que le logement soit accessible pour tous ? Pour le moment, on n'y est pas. Ça va des personnes à la rue jusqu'à des gens salariés et qui ont des difficultés à se loger, et au fait qu'on a des logements vides qu'on pourrait réquisitionner ou pour lesquels mettre des contraintes sur leurs propriétaires.

Villeurbanne

17 conseillers métropolitains
148'600 habitants



« L'enjeu pour lequel nos outils ne suffisent pas, c'est le prix des logements, que ce soit des loyers ou à l'achat. Tant qu'on mettra 40% du salaire à se loger, on aura un modèle très inégalitaire qui n'est pas durable. »

Il y a aussi l'enjeu d'une ville qui résiste à la canicule. Quand on voit que le parc de Parilly a vu 10% de ses arbres abattus car ils ne résistent pas à la maladie ni à la sécheresse, il est clair qu'il va falloir changer de braquet en termes financiers. Le plan nature à 44 millions d'euros, je pense qu'on pourrait largement l'augmenter. Les finances de la métropole sont bonnes on a même diminué son endettement, c'est révélateur d'un manque d'investissements. On peut augmenter clairement notre PPI pour renforcer cette question de la végétalisation de la ville.

Et personnellement, comment se passe votre mandat ? Quel bilan en faites-vous au bout de deux ans ?

L.L.: Dans l'année, ce qui a été un gros changement c'est que quand le SYTRAL a changé de statut pour devenir l'AOMTL**, je n'ai pas pu y siéger car la loi est devenue très restrictive sur les conflits d'intérêt. Donc ça a terni un peu mon mandat, je m'étais beaucoup impliqué, et de ne pas pouvoir voter la question de l'allotissement ça a été une déception.*

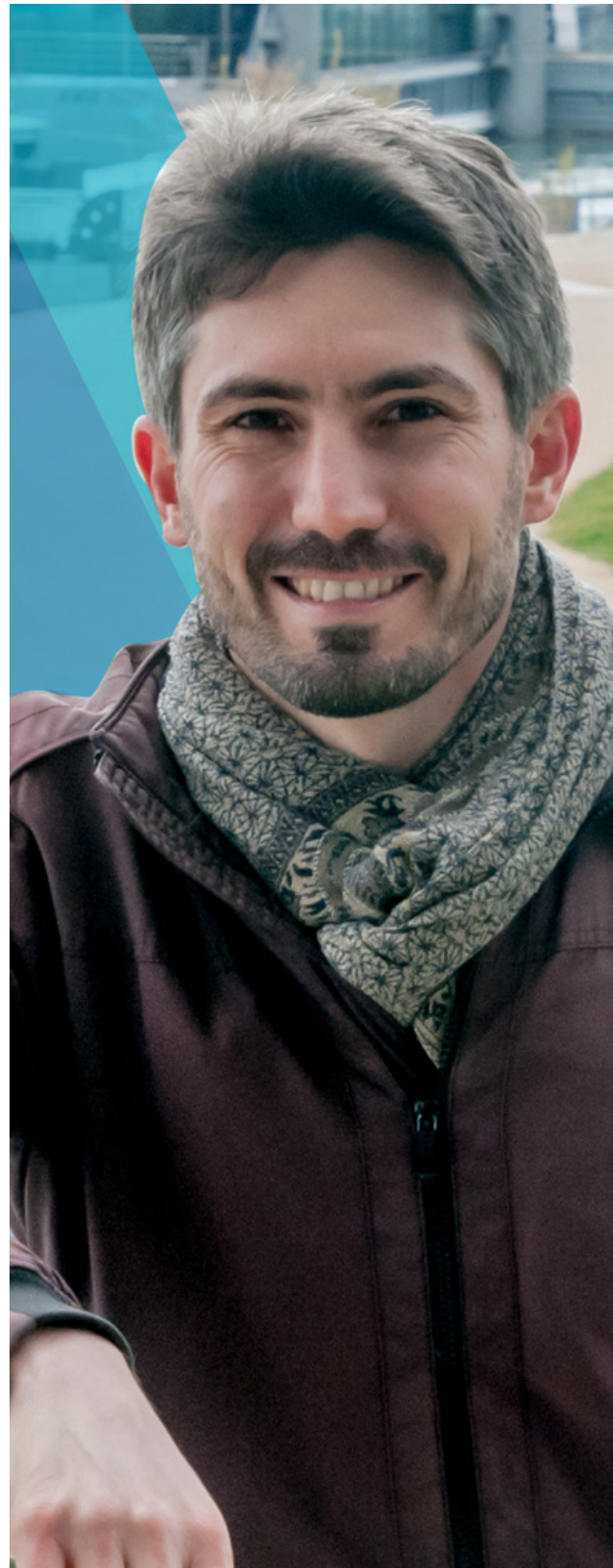
Je me suis reporté sur cette question de l'autopartage, d'octobre à février, et ça débouché sur ma présence au conseil d'administration de la Société publique lyonnaise des mobilités (SPLM) qui sera créée en septembre. Elle gèrera la question du stationnement, de l'autopartage, du covoiturage et demain, l'Agence des mobilités qui sera un interlocuteur unique pour toutes les solutions de mobilité dans la métropole.

*La SPLM a été créée parce que Lyon Parc Auto, qui est une SEM*** à capitaux publics et privés et qui détient un grand nombre de concessions de parking sur la métropole, voyait ses contrats remis en concurrence et pouvait les perdre. Vinci, Eiffage ou une autre grande entreprise privée allait potentiellement les récupérer. D'où notre décision de créer une SPL à capitaux public, pour garder ces parking sous le giron public. Leurs recettes iront à la SPL et pourront être réinvesties dans des solutions déficitaires comme l'autopartage. Ça créera un équilibre entre les deux, et on pourra aussi garder les parkings actuels et diminuer la présence de la voiture en surface pour libérer de l'espace pour les autres modes et végétalisation.*

Et les liens du groupe avec la majorité ?

L.L.: On avait fait la NUPES avant la NUPES. Dès 2020, on avait fait le choix de participer à une majorité EELV – FI – PCF – PS. Le résultat des présidentielles et le fait qu'on l'ait fait en 2020 a contribué à fluidifier les échanges au niveau national. C'est positif car la gauche existe encore en France. Même si nous ne sommes pas nombreux, les insoumis au sein de la métropole sont forcément pris en considération du fait des résultats nationaux. Notre voix compte car nous sommes le pôle central de la NUPES au niveau national.

*SYTRAL = Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise | **AOMTL = Autorité organisatrice des mobilités et des territoires lyonnais | ***SEM = Société d'économie mixte



MOÏSE DIOP

Conseiller métropolitain des Lômes et Coteaux

Qu'est-ce qui vous a particulièrement marqué, cette année, à l'échelle de la métropole ?

Moïse Diop : *Pour moi c'est le projet de territoire Givordin, mais aussi la politique sportive métropolitaine. J'avais envie qu'on inscrive cette politique dans la métropole et malheureusement ça n'a pas avancé, ou pas assez. Il y a bien eu un travail pour qu'on ait maintenant une vision plus globale des partenaires sportifs dans le territoire, et c'est bien parce que ça permet de voir les partenariats possibles plus facilement. Mais on est toujours dans un système d'appel à projet et ça pose problème. On espère que ce sera possible de faire mieux l'année prochaine.*

Pour le groupe MIRS, je pense qu'il faut qu'on améliore notre communication et surtout qu'on communique sur nos idées. Aujourd'hui on est toujours en réaction. J'aimerais qu'on porte nos sujets, notre identité. Par exemple sur l'eau Florestan travaille beaucoup mais ça ne se sait pas. Il faut qu'on arrive à faire valoir notre travail, à montrer qu'on réfléchit sur les dossiers.

Et nationalement ?

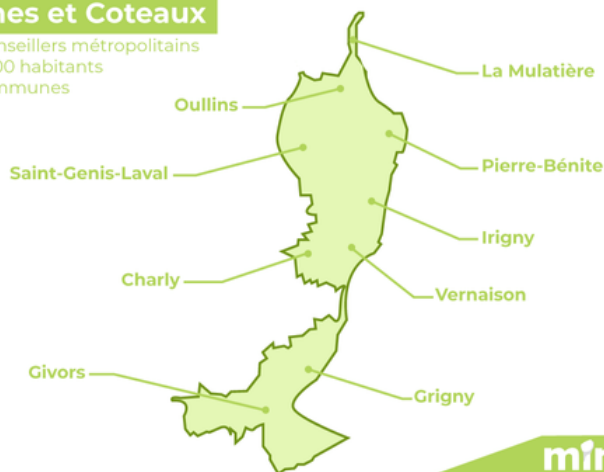
M.D. : *Il y a les élections législatives et présidentielles bien sûr. Il n'y a pas eu de débats politiques et c'est grave. On n'a que les faits divers, c'est de la polémique, on doit y répondre mais ce n'est pas le plus important. On est déçus de pas avoir la majorité qu'on espérait et la population aussi ! J'attends malgré tout de nos députés qu'ils fassent le boulot, même si ils sont minoritaires. Ils ont la possibilité de s'exprimer, de faire des amendements, j'attends de voir comment ils vont s'en sortir.*

Quels grands défis voyez-vous pour la métropole, pour aujourd'hui et pour demain ?

M.D. : *Le premier défi est de créer une réelle politique métropolitaine, de réfléchir à la métropole en tant qu'entité, d'avoir une vision pour elle. Beaucoup d'élus se considèrent encore uniquement comme les élus d'une circonscription.*

Lômes et Coteaux

12 conseillers métropolitains
112'000 habitants
9 communes



mirs

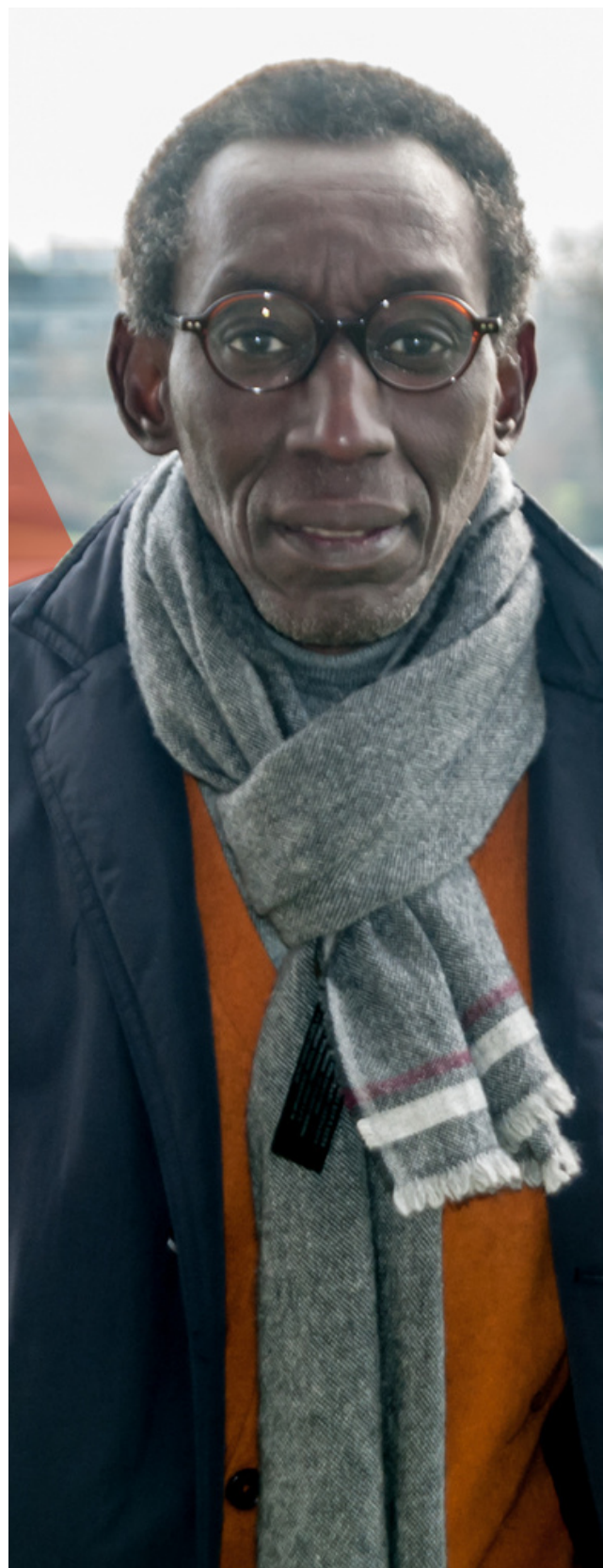
Il faut qu'on fasse en sorte que la population voit qu'on a un projet pour la métropole, que ça les unisse, et qu'on ne fasse pas des politiques petit bout par petit bout. Actuellement c'est une institution fragmentée, ce n'est pas facile à changer.

« Le premier défi est de créer une réelle politique métropolitaine, de réfléchir à la métropole en tant qu'entité, d'avoir une vision pour elle. »

Et personnellement, comment se passe votre mandat ? Quel bilan en faites-vous au bout de deux ans ?

M.D. : Je vis bien bon mandat parce que je ne suis pas naïf sur ce qu'on peut faire quand on est élu. Je sais que je ne vais pas révolutionner le monde en arrivant. Je vois les carences de notre administration. On verra ce que ça donnera l'année prochaine. Je regrette cependant que les conseillers métropolitains ne puissent pas siéger dans la CTM de leur circonscription, ça aurait du sens.*

*Pour les sièges que j'occupe dans la métropole, je suis au CHSCT**, l'instance du personnel, et ça se passe bien, on écoute les syndicats. Je suis aussi en relation avec le monde associatif, mon mandat n'y a pas changé grand-chose. Je suis toujours le président de l'Office Sportif Givordin et je dialogue avec le milieu des solidarités et des associations comme le Secours populaire ou Givors-Gavinané.*



*CTM = Conférence territoriale des maires | **CHSCT = Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

FLORESTAN GROULT

Conseiller métropolitain de Lyon-Centre

Qu'est-ce qui vous a particulièrement marqué, cette année, à l'échelle de la métropole ?

Florestan Groult : *Pour moi c'est bien sûr la régie publique de l'eau. Le combat du passage en gestion publique était l'année dernière, maintenant c'est le combat d'après : comment on construit une bonne régie avec des objectifs sociaux et environnementaux ? Notre ligne de force politique, c'est d'en faire l'instrument d'une garantie d'un droit, et de ne pas en faire une simple gestion technique.*

J'ai été nommé vice-président au droit à l'eau et à ce poste, je veux permettre dans les statuts de la régie, dans le règlement de service, un changement de culture et de paradigme.*

Dans ce règlement interne, on doit écrire les mentions des compétences pour que la régie puisse couvrir tous les champs : protection de la ressource en amont, droit à l'eau pour tous et toutes en aval. Avec ce règlement, c'est la feuille de route politique pour garantir le droit à l'eau qu'on construit. Conformément à l'esprit de l'Avenir en Commun, on le définit dans un processus de concertation long dans le temps avec des associations et citoyens intéressés, qui nous disent ce qu'est pour eux le droit à l'eau dans la métropole, la mission sociale du droit à l'eau, qui n'est jamais précisée habituellement. Ce travail va se poursuivre en 2023.

Au 1er janvier, la gestion du service sera opérationnelle. Aujourd'hui, la régie est créée mais elle ne gère pas le service au quotidien, c'est l'année de transition.

Ce qui me tient à cœur, c'est que l'eau soit accessible à tous, de garantir le droit à l'eau pour les personnes connectées et non connectées au réseau d'eau, c'est-à-dire à la fois les personnes qui ont un abonnement au réseau d'eau, mais aussi celles qui sont à la rue par exemple. On ne veut plus guérir la pauvreté, on veut la résoudre.

Et nationalement ?

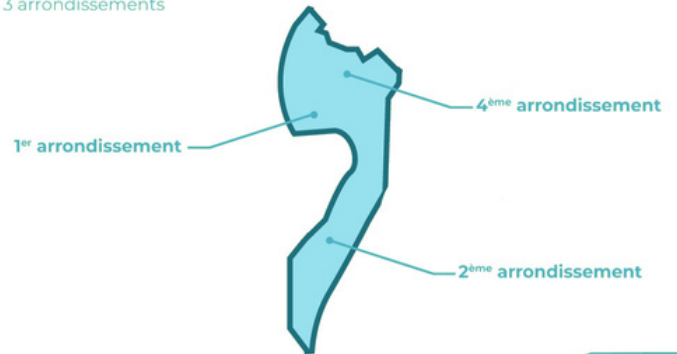
F.G. : La séquence législative et présidentielle, certainement, et au-delà de la présidentielle, la nouvelle configuration du paysage politique à l'issue des législatives. Le constat c'est que les digues ont définitivement sauté. Il y a une banalisation et même une compromission avec l'extrême-droite. On l'a vu à l'élection des vice-présidents RN à l'assemblée nationale qui a été organisée entre le RN et LREM, mais aussi avec la nomination d'une députée RN dans la délégation renseignement et dans le trait d'égalité qui a été fait entre la NUPES et l'extrême-droite au 2nd tour.

Il faut prendre la mesure de la gravité de la situation. On n'est plus dans une logique de trois blocs, mais pratiquement dans une logique de deux blocs. On avait prévu il y a un an : l'extrême-droite arrive au pouvoir, et par le RN, et par les idées portées par le gouvernement. Toutes les 6 heures, il y a la destruction d'un acquis social ou une stratégie délétère du gouvernement, qui se sert de la NUPES pour cacher cette alliance avec le RN. Le fait de mettre sur le dos de la NUPES la montée de l'extrême-droite c'est aussi une complaisance coupable. Ça veut dire qu'ils sont conscients de ce qu'ils font. Ils préfèrent une alliance avec l'extrême-droite plutôt que de voir la gauche monter. C'est un constat que je répète si souvent que ça paraît banal, mais ça ne l'est pas.

Pour moi, aujourd'hui, c'est la dépolitisation qui est le vrai extrémisme. On ne peut plus se dire neutre, modéré, dans un contexte où plus rien n'est modéré. Les inégalités explosent, comme les dividendes, les records de chaleur, les événements sociaux... il faut arriver à se situer politiquement.

Lyon-Centre

11 conseillers métropolitains
95'800 habitants
3 arrondissements



mirs

*Document de service : Document qui rassemble et explicite les liens entre usagers, Métropole de Lyon et régie

Quels grands défis voyez-vous pour la métropole, pour aujourd'hui et pour demain ?

F.G. : Il faut qu'on arrive à créer des espaces communs pour régler les contradictions apparentes entre ce qui est le mieux pour l'environnement et ce qui est le mieux pour la protection des habitants et habitantes. Je le vois car je suis vice-président à la gestion et prévision des risques de l'Yzeron et je m'occupe des questions d'inondations. Il était prévu depuis des années d'y construire un barrage pour protéger les habitants des communes en aval contre des crues qui arrivent à une fréquence d'une fois tous les cent ans. Ici, on a une situation de contradiction complexe à laquelle on va voir à faire tout le temps entre défenseurs de l'environnement et habitants qui subissent les choix d'aménagement passés. Ce sont des dossiers où l'intérêt général n'est pas a priori, il se construit. Donc en arrivant j'ai proposé un « Concerto » : on a remis tout le monde autour de la table et on a embauché une médiatrice sociotechnique pour nous accompagner. Il y a aussi les dossiers de territoires sur lesquels on est saisis, comme celui des jeunes exilés sans solution de logement. Il y a eu des avancées, notamment avec Renaud Payre (Vice-Président à l'habitat, au logement et à la politique de la ville) et la création des Stations (espaces d'attente pour ces jeunes) mais elles ne couvrent pas tout le besoin. L'institution se repose sur l'intervention citoyenne. Il y a eu la création d'une autre Station, mais il y a toujours 80 jeunes à la rue. Pour nous, peu importe qui a la compétence officielle entre commune, métropole ou État : c'est un devoir humain que d'accueillir dignement ces jeunes.



« Il faut qu'on arrive à créer des espaces communs pour régler les contradictions apparentes entre ce qui est le mieux pour l'environnement et ce qui est le mieux pour la protection des habitants et habitantes. »

Et personnellement, comment se passe votre mandat ? Quel bilan en faites-vous au bout de deux ans ?

F.G. : Le mandat est toujours aussi passionnant. Je suis arrivé fatigué en fin d'année dernière car c'est difficile de hiérarchiser les combats, tous sont légitimes et devraient être saisis de la même façon par nous, mais ce n'est malheureusement pas facile. En tout cas c'est toujours aussi passionnant de pouvoir m'investir dans le droit à l'eau, car c'est ce sur quoi j'ai toujours travaillé. Donc prendre la vice-présidence de la région publique, surtout après Véolia et Suez, est un immense honneur.

Je suis aussi très content aussi d'avoir fait les campagnes présidentielles et législatives. Ça nous a permis de revivifier les liens entre militant-e-s, élu-e-s, candidat-e-s, nouvelles personnes, associations... Il faut maintenir ces relations, les faire vivre. On a encore un an et demi avant de retomber dans d'autres séquences électorales qui vampirisent toute notre énergie. C'est du temps dont on doit profiter pour s'éduquer et construire.

Et par rapport à l'action de l'exécutif métropolitain ?

F.G. : J'observe une volonté sur plusieurs chantiers de refaçonner les façons de faire de l'action publique. Je salue les tentatives des vice-présidents qui ont mis un peu plus de participation. Mais ce que je vois, c'est qu'on applique l'outil, la méthode, un peu comme une recette, mais on sent qu'il n'y a pas vraiment de changement de culture sur la participation des gens au sein de l'institution en général. Il va falloir continuer à travailler là-dessus.

REMERCIEMENTS

Comme l'an passé, le travail effectué cette année n'aurait été possible sans le soutien et les efforts d'un certain nombre d'élu·e·s, de militant·e·s, de collectifs et de professionnels du Grand Lyon et d'au-delà. Nous tenons encore une fois à les remercier sincèrement.

- À l'ensemble des militant·e·s des associations, collectifs, syndicats et professionnels que nous avons rencontré·e·s ;
- Aux électeurs qui ont apporté leurs suffrages à notre organisation politique ;
- À l'ensemble des militant·e·s des groupes d'action de La France Insoumise ;
- Aux élu·e·s insoumis et alliés des communes du Grand Lyon qui nous aident à appréhender les réalités de leurs territoires ;
- A notre chargée de mission de groupe

**Un immense merci pour
votre soutien continu et
votre participation au
travail du groupe politique.**

Coordonnées :

Métropole insoumise, résiliente et solidaire

Hôtel de la Métropole

20, rue du Lac - 69003 Lyon

 www.groupemirs.fr

 elus@groupemirs.fr

 &  @groupemirs